

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Remonter la pente

PAS gai le premier mai cette année ! Et ce n'était pas seulement la faute du temps. Des défilés chétifs ont traversé les centres-villes. A Paris, Séguy, Maire et Henry de la FEN étaient bien au rendez-vous présentant, une fois n'est pas coutume, l'apparence de l'unité, mais dans leur masse les travailleurs n'y étaient pas. Week-end de quatre jours ? Sans doute quelques familles de travailleurs auront réussi à s'échapper l'espace d'un long week-end à la pesanteur des soucis quotidiens. Mais la réponse est ailleurs.

Face à un patronat plus cynique que jamais, un pouvoir qui avec brutalité et arrogance se fait ouvertement le serviteur des monopoles les travailleurs se sentent désarmés.

Il y a un an s'écroulaient les illusions d'un possible changement par la voie électorale. Ces illusions et l'inaction qui furent imposées à la classe ouvrière par la conjuration des leaders politiques de la gauche et des chefs syndicaux eurent pour principal effet de laisser le champ libre à l'offensive des plans Barre. Après les mensonges d'une fausse unité vint le temps des querelles partisans et sectaires qui ajoutèrent aux divisions organisées par la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Et la grande combativité ouvrière suscitée par les attaques en règle de Giscard-Barre voit son essor se heurter à la politique suivie par les directions confédérales des syndicats. Celles-ci organisent, au nom de l'union, la dispersion des forces, négocient à froid quand il faudrait se battre et démobilisent par leur rivalités de boutique.

La voilà la source de ce que certains appellent la « morosité » ouvrière.

Le danger est grand pour les travailleurs s'ils s'abandonnaient sur cette pente déprimante. Comme elle s'en trouverait facilitée l'offensive capitaliste qui réduit au chômage des pans entiers de la classe ouvrière, qui s'en prend sans retenue aux acquis arrachés de haute lutte par celle-ci.

La réalité il faut bien la regarder en face. Tirer un trait sur le passé et le cul-de-sac de l'Union de la gauche et du Programme commun. Combattre avec acharnement l'esprit de boutique et de division distillé par les dirigeants du PCF et du PS, de la CGT et de la CFDT. Et s'unir, s'unir pour faire face dans chaque entreprise, chaque trusts chaque branche. Comme le soulignait Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, lors du rassemblement organisé à Dunkerque en solidarité avec les sidérurgistes : « Le danger principal pour la classe ouvrière, le plus grand danger c'est la sous-estimation de ses propres forces. » « Unie, elle peut renverser tous les obstacles. »

Pierre MARCEAU

Dunkerque, Denain, journées de solidarité avec les sidérurgistes

Avec le PCML, unité, solidarité

Voir en page 5 notre compte-rendu de la journée de solidarité à Denain



Les participants à la rencontre de solidarité de Denain ont participé aux diffusions de l'Humanité rouge dans les cités ouvrières.

Un premier mai combatif à Longwy



Une bonne centaine de militants CFDT ont voulu, le 1er mai, interdire la relève des cinquante CRS qui occupent le commissariat en permanence. Cent cinquante CRS se sont trouvés alors bloqués à l'intérieur du local. Les manifestants les ont chargés de pneus enflammés, de fûts de bière vides, de boulons et de pavés. Une toute autre manière de fêter le 1er mai. Une réponse cinglante à la provocation qu'est la tenue en permanence de CRS dans le commissariat de la ville, un signe évident que les manifestants ne baissent pas les bras. Pendant ce même temps d'ailleurs, la manifestation du 1er Mai se tenait dans un autre quartier de la ville.

Voir en page 8
Echos du 1er mai

A propos d'un texte d'opposants chinois

Faut-il rejeter le socialisme ou s'atteler à l'améliorer ?

La semaine dernière, *Libération* publiait un texte de la revue dissidente chinoise *Recherches*, texte rédigé après l'arrestation du principal animateur de cette revue. Voici quelques réflexions sur ce texte.

Nous n'avons pas ici à porter un jugement hâtif sur les arrestations en Chine, car il nous manque de nombreux éléments de connaissance :

Qui sont les personnes arrêtées ? Des contre-révolutionnaires décidés à semer le désordre par haine du socialisme ou bien des gens trompés amalgamant les erreurs réelles du système socialiste avec le socialisme lui-même et exprimant du fait de cette confusion des opinions erronées ?

Et s'il s'agit de gens trompés, y-a-t-il eu ou non débat politique suffisant avec eux pour les convaincre de leur erreur ?

La décision de procéder à des arrestations était-elle indispensable pour assurer la défense du socialisme et de son édification économique, conformément à la Constitution qui garantit la liberté d'expression, mais interdit aussi aux contre-révolutionnaires de s'en prendre au socialisme. Ou bien les arrestations ont-elles été décidées par une cour d'exception à l'intérieur du parti, profitant de l'occasion pour tenter de mettre un terme au débat sur la démocratie et la légalité socialistes ?

Même si nous ne pouvons répondre à ces questions, nous pouvons toutefois faire plusieurs remarques politiques sur le texte de la revue *Recherches* que vient de publier *Libération*.

DES POINTS DE VUE DIFFÉRENTS

Il est d'ailleurs intéressant

de comparer ce texte avec le dazibao de Li Yizhe : trois jeunes Chinois de Canton, arrêtés du temps de la domination de la Bande des Quatre et réhabilités il y a seulement quatre mois.

Alors que *Recherches* s'en prend au « système social chinois », c'est-à-dire au socialisme, Li Yizhe, lui, déclarait : « Nous savons qu'il faut s'atteler à l'amélioration du socialisme qui n'est pas si beau et si parfait ».

NIER TRENTE ANNÉES DE DÉVELOPPEMENT

Recherches en arrive même à nier le développement de la Chine « ces trente dernières années », c'est-à-dire depuis la Révolution : « Chacun se rend bien compte que le système social chinois n'est pas démocratique et que cette absence de démocratie a cassé le développement de la société dans tous les domaines ces trente dernières années ». Cela veut-il dire qu'avant la Libération de la Chine, le développement de la société était assuré ? Quelles que soient les insuffisances dans la Chine d'après 1949, n'y-a-t-il pas une différence essentielle, indéniable, entre la situation de centaines de millions de Chinois à l'époque du féodalisme et leur situation depuis la Révolution ?

À la différence de *Recherches* qui met tout ce qui ne va pas sur le dos du socialisme lui-même, Li

Yizhe rappelle le poids du féodalisme : « Le socialisme chinois est l'enfant prématuré d'une société semi-féodale et semi-coloniale. Les traditions forgées par des millénaires de dictature féodale encombrent avec ténacité les superstructures que sont l'idéologie, la culture, l'enseignement et la loi ».

Ce féodalisme et cette patriararchie dont Liou Chao Chi et surtout Lin Piao étaient si fortement imprégnés, ne démontrent-ils pas à eux seuls, la nécessité primordiale de la lutte contre le féodalisme pour la continuation de la Révolution ?

MAO : UN DESPOTE OU UN RÉVOLUTIONNAIRE

Enfin, la revue *Recherches* s'en prend plusieurs fois violemment à la « dictature prolétarienne à la Mao Tsé-toung donc à l'absence de démocratie », au « despotisme type Mao Tsé-toung », elle réclame « l'ouverture d'une enquête sur les crimes de Mao Tsé-toung contre le peuple chinois ». Bien sûr, Mao qui n'était pas plus infallible qu'un autre a commis des erreurs dans sa vie et il faudra les mettre à jour. Mais faut-il oublier que Mao c'est aussi celui qui a conduit le peuple chinois dans le renversement du féodalisme et dans la révolution ?

En s'attaquant à l'ensemble de son œuvre, n'est-ce pas finalement à la Révolution elle-même qu'on s'attaque ?

Il est d'ailleurs révélateur de noter que, pas une seule fois dans le texte de *Recherches*, les auteurs ne se déclarent favorables au socialisme ou à la démocratie socialiste.

Encore une fois, quelle différence avec Li Yizhe qui distingue très nettement le socialisme et ceux qui, comme Lin Piao et la Bande des Quatre ont voulu en faire une caricature, c'est-à-dire du fascisme : « Il faut châtier ces quelques nerfs hais de tous qui s'obstinent dans la voie de la contre-révolution, qui transforment la dictature du prolétariat en dictature fasciste et qui se sont livrés aux sanglants massacres et répressions des masses révolutionnaires. Faute de quoi, il sera difficile d'instaurer la démocratie socialiste et la légalité socialiste, difficile de consolider la dictature du prolétariat. Sabrons les sabreurs du peuple ! ».

C'est vrai qu'il n'est pas facile de distinguer le vrai socialisme du faux surtout à des milliers de kilomètres et nous-mêmes nous avons fait confiance à la Bande des Quatre. Mais est-ce une raison aujourd'hui pour jeter le bébé avec l'eau du bain ?

Claude LIRIA



Assemblée du conseil syndical du Syndicat unitaire.

Interview de Jorge Ruiz, membre du secrétariat confédéral du Syndicat unitaire espagnol (2)

« Le fonctionnement du syndicat est déterminé par le respect de la démocratie »

Propos recueillis par Evelyne LE GUEN.

NOUS poursuivons aujourd'hui l'interview de Jorge Ruiz, le responsable aux relations extérieures du Syndicat unitaire espagnol, le troisième syndicat du pays. Créé dans la clandestinité à partir d'anciens membres des Commissions ouvrières, le SU se propose de rassembler les travailleurs sur des positions de lutte de classe qu'ont définitivement abandonnées les Commissions ouvrières. Le SU gardant ses positions de classe est parvenu à s'imposer en Espagne derrière les CCOO et l'UGT (syndicat lié au Parti socialiste espagnol). Il est le troisième syndicat d'Espagne.

— HR : Peux-tu dresser un tableau d'ensemble rapide des principaux syndicats qui existent en Espagne, sur leurs forces et programmes respectifs ?

Les principaux syndicats en Espagne sont : les Commissions ouvrières, l'Union générale des travailleurs et le Syndicat unitaire. Les Commissions ouvrières basent toutes leurs actions dans le but fondamental d'aboutir à la signature d'un pacte social entre le patronat et les syndicats, pacte social qui garantirait aux Commissions ouvrières le contrôle de la classe ouvrière. L'UGT, de son côté, est un syndicat réformiste qui préconise un syndicalisme de gestion. Le Syndicat unitaire pratique un syndicalisme de classe basé sur la défense des revendications des travailleurs.

— HR : Quel rôle joue le syndicat unitaire dans les luttes ouvrières ? Son influence est-elle égale dans tout le pays ?

Cette question est importante. Le rôle que joue le Syndicat unitaire, on le voit par les options qu'il présente à chaque moment critique de la lutte revendicative des travailleurs : face à une convention collective dans une branche de la production, devant un problème politique important où il doit présenter une alternative claire et distincte des révisionnistes et des réformistes. Nous pouvons citer, par rapport à cela, l'exemple de la grève victorieuse qui a eu lieu dans la

est avant tout agricole. Il y a d'autres provinces où nous ne sommes pas majoritaires mais à égalité avec les autres syndicats : c'est le cas des provinces de Murcie, Madrid, Santander, etc. Au niveau des régions, on peut dire que celles où nous avons le plus d'influence sont le Pays basque, l'Aragon et Santander ainsi que le pays valencien. Il est évident qu'il y a un rapport entre le panorama des forces et le rôle que joue le Syndicat unitaire dans les luttes ouvrières.

— HR : Comment fonctionne le Syndicat unitaire ?

Comme il est indiqué dans les statuts, ce sont les assemblées qui décident de tout, que ce soit au niveau de l'assemblée des adhérents de l'usine ou au niveau national lors du congrès. Le congrès définit la ligne générale du syndicat et les assemblées distinctes dirigent l'action à leur niveau. Le fonctionnement du syndicat est déterminé par le respect de la démocratie. Ce sont les adhérents qui décident de la ligne de leur syndicat, de sa pratique et qui élisent les dirigeants. Ceux-ci sont révocables à tout moment. Il suffit que dix à vingt pour cent des adhérents demandent la convocation d'une assemblée provinciale ou d'un congrès pour que ceux-ci aient lieu en dehors des sessions ordinaires et à ce moment-là peuvent être décidées les révocations de telle ou telle personne responsable.

Le syndicat est organisé sous une double forme : il y a l'organisation par branche : la métallurgie, la banque, la chimie, etc. Et l'organisation territoriale : par village, par ville, par province. Cela combine la nécessité de rassembler les travailleurs d'une même branche de production qui connaissent les mêmes problèmes et rassembler ceux d'une même région pour les actions politiques et syndicales de grande envergure.

Le groupe Li Yizhe parle ...

Voici des extraits de l'interview des « Trois de Canton » accordée au correspondant de l'AFP en Chine à la mi-février. Arrêtés pour avoir collé un dazibao contre la Bande des Quatre en 1974, ils ont été relâchés et réhabilités il y a quatre mois.

« Le Kuomintang (gouvernement réactionnaire de Taiwan - NDLR) a dit : « Il ne faut pas s'y tromper, Li Yizhe n'est pas constitué d'opposants au pouvoir des communistes mais seulement à une fraction dirigée par Jiang Qing » (la femme de Mao - NDLR). Eh bien, je trouve que les réactionnaires du Kuomintang avaient parfaitement compris. Nous ne sommes pas des opposants au Parti communiste chinois. C'est un parti marxiste et nous sommes aussi des marxistes. Nous avons présenté un point de vue émanant du Parti communiste contre la direction alors au pouvoir, la Bande des Quatre. Ils détenaient le pouvoir mais le Parti communiste chinois ce n'était pas eux, c'était nous qui le faisons parler... ».

A propos de Mao, ils disent qu'il est encore trop tôt pour donner une conclusion définitive sur chaque point de son activité.

DORTMUND-BERLIN

Meetings du premier mai

Sous le signe de la solidarité franco-allemande

DORTMUND, 27 avril. A l'appel du Parti communiste d'Allemagne (KPD), des dizaines de travailleurs sont venues assister dans une salle archi-comble, au meeting traditionnel du 1er Mai. Ils ont écouté d'abord une allocution du camarade André Druesne, membre du comité central du Parti communiste marxiste-léniniste qui a souligné la solidarité de classe entre les classes ouvrières de France et l'Allemagne. Puis a suivi l'intervention du comité central du KPD, prononcée par le camarade Werner Henler. Il a fait le point sur la situation internationale et intérieure et a fixé les tâches pour la période à venir. Un camarade iranien de la CIS (confédération des étudiants iraniens) a présenté son analyse de la situation actuelle en Iran. Ensuite le groupe théâtral de l'usine Opel de Bochum a présenté, en

grande avant-première, sa dernière création : une pièce qui relate la lutte et la victoire des travailleurs d'Opel contre le pointage. Le meeting s'est terminé sur l'Internationale.

Berlin, 28 avril. Le meeting du KPD avait lieu cette année dans la grande salle de Hasenheide, où eurent lieu déjà, avant 1933, de nombreux meetings communistes et syndicaux. Dans la salle, on remarquait notamment la présence de délégués de différentes entreprises berlinoises. Des banderoles sur les murs indiquaient entre autres « Pour un Berlin unifié dans une Allemagne unifiée, indépendante et socialiste ».

Meeting politique, mais agrémenté aussi d'une importante partie culturelle, des chants étant présentés entre les discours.

Au nom du comité central du KPD, le camarade Karl Heinz Hutter analysa la situation actuelle. Puis vint l'intervention d'André

Druesne, chaleureusement applaudie — moment vibrant de la solidarité des travailleurs de nos deux pays, en réputation de la campagne antiallemande des dirigeants du PCF. Il évoqua notamment la lutte des sidérurgistes du Nord et de la Lorraine.

Plusieurs groupes culturels étaient venus participer à cette soirée : le groupe Rote Signale qui a interprété différents chants traditionnels du mouvement ouvrier allemand et international et le groupe Umtrieb qui s'efforce de présenter des contenus révolutionnaires dans un style moderne et suivant les rythmes chers à la jeunesse (rock, pop).

Après cette partie officielle du meeting et tandis que notre camarade Druesne avait l'occasion de s'entretenir avec des travailleuses et des travailleurs de Berlin (y compris des travailleurs immigrés) toute la salle se mettait à danser dans la bonne humeur générale.

Giscard en URSS

Une dangereuse myopie politique

Pour le travailleur français qui a suivi le voyage de Giscard à Moscou à la télévision, deux événements l'ont résumé : tout d'abord, le fait que c'est pendant ce voyage qu'a été annoncé, et effectué l'échange entre Moscou et Washington de cinq dissidents soviétiques contre deux espions russes détenus aux Etats-Unis. Ensuite, les explications de Giscard sur la détente : un laïus dans lequel il explique que la situation internationale est extrêmement tendue, que les guerres et des conflits éclatent un peu partout, mais que finalement ce n'est pas si grave et que, la preuve que la détente est une bonne chose, c'est que ce n'est pas encore pire.

Arrêtons-nous un moment sur ces deux événements. Ils valent largement la peine qu'on y réfléchisse un peu plus profondément.

Tout d'abord l'échange entre Moscou et Washington. Tous les commentateurs ont fait remarquer que cet échange avait un précédent, rappelant celui effectué il y a deux ans par Brejnev et Pinochet entre le dissident démocrate Boukowski d'une part, et d'autre part le dirigeant du PC chilien Corvalan. Même si cet échange relevait de la plus odieuse comédie, il n'en restait pas moins dans un cadre qualifié « d'équivalent ». Les deux bourreaux s'affirmaient pour ce qu'ils étaient en libérant chacun leur prisonnier politique.

S'agit-il de la même chose aujourd'hui? On peut dire clairement que non. On a, d'un côté, des prison-



Meeting international à Bruxelles

EN Belgique, à Bruxelles, se tenait ce mardi 1er mai, un meeting international organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique. Etaient présents des partis, organisations marxistes-léninistes de pays du premier, du second et du tiers monde : le Parti communiste marxiste-léniniste des Etats-Unis, le Parti communiste d'Allemagne, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (Espagne), le PCML (France), le Parti communiste (marxiste-léni-

niste) d'Argentine et Chho-Pininto, représentant du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Bien que prévue, la délégation du Parti ouvrier et paysan de Turquie n'a pu se rendre en Belgique. En effet, plusieurs provinces sont en état de siège actuellement en Turquie, et s'il est possible d'en sortir, les camarades turcs craignent de ne plus pouvoir rentrer chez eux par la suite.

Enfin, plusieurs messagers sont parvenus de la part des Communistes marxistes-

léninistes zairois, de l'Association générale des Etudiants gabonais de Belgique, de la part de Wilcox, président du Comité préparatoire pour la reconstruction du Parti communiste marxiste-léniniste de Nouvelle-Zélande, et enfin, un télégramme de soutien au meeting de la part du Parti ouvrier du Japon (marxiste-léniniste).

Chaque parti, organisation est intervenue, expliquant la situation dans son pays, affirmant son adhésion à la théorie des trois-mondes, accordant une attention toute particulière au peuple du Kampuchea.

Notre Parti, le PCML, était représenté par son secrétaire général, Jacques Jurquet.

E.L.G.

Suite page 4



Les cinq dissidents soviétiques échangés par Brejnev contre deux espions.

Premier mai à Stuttgart

MARDI matin, dans le centre de Stuttgart, s'est déroulée la manifestation traditionnelle organisée par le syndicat DGB. Ce syndicat est directement lié au gouvernement social-démocrate, mais à Stuttgart précisément, il y a une forte opposition de la base à la ligne de collaboration de classe.

L'après-midi, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) organisait un meeting de plus de 200 personnes. La solidarité internationale était fortement pré-

sente. Un patriote cambodgien a fait le point sur la situation de la guerre de résistance, de même un représentant du FPLE sur la situation en Erythée. Un camarade turc a parlé du danger social-impérialiste dans son pays. Le camarade Claude Lebrun, au nom du comité central du PCML après avoir fait le point sur la lutte des sidérurgistes, a parlé de la question de l'Europe. Le camarade Christian Semler, président du KPD, a clôturé brillamment ce meeting qui était suivi par une série de danses érythréennes.



Suite de la page 3

niers politiques : Guinzburg, militant démocrate condamné l'an dernier à huit ans de camp de travail. Valentin Moroz, lui aussi condamné au camp de travail pour avoir osé dénoncer l'oppression dont est victime la nation ukrainienne de la part des dirigeants de Moscou. Edouard Kouznetsov, un militant juif soviétique, deux autres encore, des démocrates. D'un autre côté, deux espions dont personne, pas même Brejnev, ne nie la qualité d'espions soviétiques, ayant travaillé aux États-Unis.

Il ne s'agit donc plus là d'un sordide échange, mais bien d'un marchandage et d'un très grave marchandage. Certes, on ne peut que se réjouir pour le sort de ces cinq hommes que l'on a vu sur nos écrans, maigres et affaiblis par leur séjour dans les camps de Brejnev. Il n'en demeure pas moins que cet échange constitue un danger précédent en ce sens qu'il institutionnalise le dissident, c'est-à-dire le prisonnier politique enfermé dans les geôles de l'Etat fasciste soviétique, comme une monnaie d'échange pouvant avoir un autre équivalent.

Si cinq dissidents valent deux espions, ils pourraient tout aussi bien valoir, en cas de pénurie, tant de milliers de tonnes de tonnes de blé, et, pourquoi pas en définitive, tant de dollars ou de francs ? Les dissidents, Brejnev n'en manque pas. Et s'il en manquait, il pourrait toujours en trouver : l'Etat soviétique les secrète de lui-même comme l'exploitation secrète la révolte.

On savait déjà qu'il ne fallait pas grand chose dans l'Etat de Brejnev pour être chassé, comme le fut Guinzburg, « calomniateur du système ». Si, de plus, le commerce devient rentable... Si les commentateurs veulent absolument un précédent à cet échange, qu'ils sachent qu'il existe : en 1935, un bateau entier de dissidents partait pour les USA. En échange arrivaient, non pas des espions, mais des camions et leurs pièces de rechange. Ces dissidents, c'étaient des juifs qu'Hitler vendait à l'unité, un camion le juif.

On connaît la suite... Revenons au voyage de Giscard et à ses déclarations.

Constatant que l'accord de Camp David ne résoud pas le problème palestinien et que, par conséquent, il ne résoud rien au problème du Moyen-Orient (et là, il a raison), parlant également du Sud-Est asiatique, Giscard tire la conclusion que la situation internationale est extrêmement tendue (là aussi, il a raison).

Mais tout ce qu'il trouve ensuite à sortir de son chapeau à malices, c'est un vibrant hommage à la détente et à la bonne volonté de l'URSS sans lesquelles, dit-il, les choses seraient encore pires.

Doit-on vous rappeler, Monsieur Giscard d'Estaing, l'agression contre le Cambodge, l'actuel génocide du peuple érythréen, la guerre en Afghanistan ? Est-ce par erreur que vous avez oublié de les citer, ou pour ne pas déclencher la colère de Brejnev ? Car là aussi la « bonne » volonté de Moscou ne fait aucun doute.

Vous êtes même allé, mettant en cause indirectement la Chine, jusqu'à remercier l'URSS pour sa « retenue » face au conflit sino-vietnamien. En un mot, vous avez remercié Brejnev, compréhensif que vous êtes, de ne pas avoir attaqué la Chine, reconnaissant par là-même qu'il aurait pu avoir des raisons de le faire.

Ce faisant, vous reconnaissez à Moscou le droit d'intervenir militairement dans toute situation de part le monde pour y rétablir « son ordre ».

Que le Vietnam, soutenu par Moscou, envahisse le Cambodge, qu'il provoque des incidents à la frontière chinoise ne vous émeut pas. Tout ce qui vous intéresse, dans votre vue à court terme, c'est : « Que va dire l'URSS si la Chine ose se défendre ? » Elle n'a rien dit, ouf...

C'est là la même myopie politique dont était atteinte la bourgeoisie française en 1938 au sortir de Munich. L'Allemagne avait imposé ses conditions à la Pologne. Celle-ci n'avait pas résisté. Ou... La paix était sauvée pour une génération... Là aussi, on connaît la suite...

Serge FOREST

Rendez-vous le 13 mai à Fameck (Lorraine)



(Photo HR)

Les rassemblements ouvriers de solidarité avec les sidérurgistes organisés dimanche et lundi par le PCML ont été des rencontres tout à fait enrichissantes. Un pas, modeste, mais sûr dans la voie de la construction de l'unité ouvrière. Pour prolonger et amplifier ce premier succès, il s'agit maintenant de multiplier nos efforts pour assurer une large participation au rassemblement organisé le 13 mai à Fameck, en Lorraine.

23e CONGRES DU PCF

Lettre de démission du PCF d'un militant ouvrier, secrétaire de la cellule de Guidel et membre du comité de section de Ploemeur

NOUS publions ci-dessous la lettre de démission du PCF que nous a adressé Emile Jaffré, militant ouvrier, secrétaire de la cellule de Guidel (Morbihan) et membre du comité de section de Ploemeur. Nous publierons ultérieurement d'autres documents concernant cette démission.

Pourquoi ma démission d'un parti que je croyais être le mien, c'est-à-dire le parti de la classe ouvrière, comme on aime tant le répéter au PCF ?

A la suite d'une très longue réflexion sur les causes d'un échec en 1978, j'ai été amené à faire certaines découvertes et surtout à vivre une expérience qui a été, pour moi, douloureuse et révélatrice de l'attitude des dirigeants communistes. Car pour moi, être communiste c'est combattre pour la justice et la vérité contre l'injustice et le mensonge. L'attitude actuelle du Parti communiste est la conséquence logique d'une ligne politique opportuniste pour arriver au pouvoir.

Mes divergences avec le PCF portent sur des questions touchant à la nature d'avant-garde et révolutionnaire du parti, de sa reconnaissance en tant que tel par la classe ouvrière ; sur le socialisme existant et les conséquences qu'en découlent pour la construction du socialisme en France.

Ces divergences politiques fondamentales, je les ai exprimées ouvertement au sein de la cellule et auprès des responsables de section, ainsi qu'auprès du secrétaire fédéral lors d'un entretien avec lui, sur ma demande, le 21 avril. Ce dernier n'a apporté aucune réponse à mes interrogations et comme je le comprends, mais il m'a fait comprendre clairement, aussi, que je ne pourrais m'exprimer à la conférence fédérale que si mes positions étaient reconnues majoritaires à la conférence de section, ce qui est contraire à l'esprit et à la lettre des statuts. Donc, au nom de ces fausses affirmations des dirigeants du PCF, les décisions du congrès seront forcément majoritaires, puisqu'auparavant les minoritaires... au-

rant été écartées et privées du droit d'expression. Les décisions prises seront l'expression d'une fausse majorité d'une fausse minorité sera contrainte d'appliquer sans discussion au nom du centralisme démocratique.

Voilà la situation dans laquelle se trouvent des milliers de communistes aujourd'hui. Oui, le PCF traverse une crise grave qu'il est inutile de nier ; une crise qui est ressentie douloureusement par de plus en plus de communistes et qui se traduit par une forte diminution de la pratique militante. Car il est vrai que pour avancer il faut savoir où l'on va et avec qui l'on fera le chemin.

Le PCF ne tire aucune leçon de ses échecs, il utilise la pratique du bouc émissaire. A écouter les dirigeants à la télé, il n'y a pas de problèmes au Parti, sauf quelques « intellectuels » qui ne sont jamais contents, alors que des milliers de travailleurs avec les intellectuels quittent le Parti pour les mêmes raisons et que les dirigeants refusent de discuter ; critiquer les dirigeants du PCF est considéré comme un crime de lèse-majesté.

Devant ma détermination à aller jusqu'au bout de ma pensée, les dirigeants à Lorient me reprochent mes relations avec des camarades appartenant à une autre organisation communiste, je ne m'en suis jamais caché bien que je n'appartiens pas à cette organisation. Les liens avec ces camarades, souvent issus du PCF, sont des liens d'amitié entre travailleurs en lutte et à la recherche de la vérité.

Les dirigeants à Lorient le savaient et étaient en droit de m'exclure pour « fractionnisme » comme le précisent les statuts. Non seulement, ils ne l'ont pas fait, mais j'ai conservé, jusqu'à ma démission, mes responsabilités de secrétaire de cellule et de membre du comité de section. Pourquoi ? Sans doute parce qu'il faudrait exclure beaucoup de monde actuellement au PCF et c'est ainsi que tous les communistes, à l'exemple des dirigeants, violent les statuts.

Et si je décide de m'exprimer publiquement dans la presse locale, c'est pour rétablir la vérité, c'est

que la direction me refuse ce droit à la conférence fédérale les 28 et 29 avril, à Lorient.

Il faut aussi que les communistes qui restent au PCF sachent quelles sont les méthodes « démocratiques » de leur parti.

Pour moi, le courage consiste à rechercher la vérité et à la dire et à ce courage doit être associée l'honnêteté qui consiste à ne pas se renier aussi longtemps que l'on croit avoir raison, c'est-à-dire tant que personne n'a été en mesure de prouver que l'on a tort. Je considère que même et surtout un militant communiste ne doit pas étouffer sa conscience et doit agir selon sa conscience d'individu.

Et aujourd'hui, quand, au PCF, on prétend être pour le pluralisme et que chaque communiste compte pour un, un simple regard sur la réalité dément ces affirmations.

En réalité, le PCF accepte la pluralité des organisations politiques et les positions individuelles, à la seule condition que toutes les organisations et tous les individus pensent comme lui. L'individu n'existe que s'il pense comme le groupe et quand on sait qui dirige le groupe et y exerce une domination basée sur l'ignorance et la confiance aveugle aux « chefs », il est facile de comprendre cette drôle de machine. Moi aussi, il est vrai, j'y ai cru un moment. J'ai fait une expérience douloureuse peut-être, mais combien intéressante et utile. Je ne regrette rien. Je ne regrette pas les trois années passées à militer au PC ou j'ai fait ce que j'ai cru et ce que j'ai pu. Les circonstances politiques ont fait que moi et bien d'autres communistes, sommes amenés à réfléchir sur des questions fondamentales de la politique du PCF et à en tirer les conclusions en toute honnêteté avec nous-mêmes.

Et c'est toujours, malgré tout, avec tristesse que l'on quitte ce parti auquel on ne peut pas ne pas faire confiance à un moment de sa vie, alors qu'une bourgeoisie sans pitié exerce sa domination sur le pays.

Pour moi, le combat ne s'arrête pas pour autant, il continue contre les exploitateurs, les menteurs et tous les profiteurs de la misère humaine.





(Photo HR.)

Dans les corons de Denain

Le chemin de l'unité

LUNDI matin. Nous arrivons à Denain : les terrils que nous apercevons d'abord de l'autoroute, puis les fumées de la centrale, épaisses et vite confondues avec le ciel gris et bas, les hauts fourneaux. tout cela nous le confirme avant même le panneau qui indique la sortie Denain. La plupart d'entre nous viennent ici pour la première fois. C'est vrai que cette usine qu'on voit d'abord, ces quartiers que l'on découvre en approchant, les toits luisants des ateliers que nous longeons, une fois franchi le canal, nous les connaissons déjà un peu, parce qu'on a beaucoup lu dans notre journal sur Denain, on a vu les photos : depuis que les maîtres de forges ont frappé les sidérurgistes, portant ici l'un de leurs coups les plus durs, depuis que le peuple d'ici s'est dressé à plusieurs reprises face à ce coup.

Dans le car on s'agite. Nous sommes impatients maintenant, impatients de rencontrer cette ville, de rencontrer les gens d'ici, car nous savons que c'est dur. Nous sommes venus pour mieux savoir comment les soutenir, pour mieux comprendre, pour nous unir.

Le car s'est arrêté sur le parking de Rond-point, un grand magasin tout récent. Le temps de prendre un café, nous nous répartissons en groupes, ceux venus la veille de Dunkerque, où ils ont participé à notre première journée de solidarité, ceux qui arrivent de Paris. Et nous partons vers les cités d'Usinor où logent les sidérurgistes d'Usinor et leurs familles, ces hommes, ces femmes, ces jeunes et ces anciens aussi que nous voulons rencontrer.

Nos camarades du Nord qui nous accompagnent nous l'avaient dit : il n'y a pas de barrière. Les gens d'ici nous accueillent, simplement, nous parlent, simplement. Leurs problèmes sont difficiles. Que de choses à dire, à discu-

ter ! Nous avons bien du mal à nous arracher à ces portes ouvertes devant nous, à ces discussions, quand il est l'heure de partir, car la matinée est terminée...

Les difficultés ? Le jeu savant, insidieux, multiforme des patrons pour diviser, nous avons pu en prendre un peu la mesure : les mutations à l'intérieur de l'usine, hors de l'usine, les promesses faites aux uns, les pré-retraites aux autres, les offres pernicieuses (5 millions pour partir...). A cela s'ajoutent les divisions syndicales ou politiques, aggravées au fil des mois...

Et les salaires amputés par tant de débrayages avec les pressions qui s'en suivent, la lassitude de militants toujours sur la brèche mais qui ne voit pas venir la vraie bataille.

Tout cela accumulé, avec le temps qui passe. Des fois, on ne parle plus, de peur d'aviver des disputes qui creuseraient la division (« on en a plein la bouche, mais on se tait »...)

Ce qui ne va pas, c'est la division ! Voilà la maladie, le poison qui luit combattre. L'unité dans la lutte qu'on avait pu mesurer à tant d'occasion à Denain, elle soude encore les gens d'ici, sur ce point là unanimes : c'est la division qui nous désarme...

Une matinée bien courte, mais qui pour nous pèse lourd : tout faire pour la solidarité, tout faire pour construire l'unité, cette voie ouverte par nos modestes rencontres de solidarité est bien claire pour nous. Dans les corons de Denain, nous avons vu en face cette tâche immense mais combien enthousiasmante puisqu'au bout, avec l'unité de combat de la classe ouvrière, il y a les grandes victoires de demain, et puisqu'elle correspond si profondément aux aspirations des travailleurs.

« Vous serez bien reçus »

« VOUS verrez, vous serez bien reçus » nous avait dit en arrivant à Denain les camarades du Nord. Pourtant, on était tous un peu intimidés avant de frapper à la première porte... Impression vite dissipée et pour cause ! Les gens de Denain en ont plein le cœur et il ne faut pas grand'chose pour que la discussion s'engage.

Quelques mots : « Voilà, on est venu vous apporter notre solidarité. On organise un meeting cet après-midi ». Il n'en faut pas plus. Les gens à Denain ont besoin de parler, de parler à d'autres, parce que, quelquefois,

le moral ne va pas fort et que ça fait du bien de se confier à des gens qui sont venus vous voir, vous écouter, vous dire aussi que nous n'êtes pas tout seuls.

On parle de tout : des enfants, des ennuis de santé, de la vie dans le temps, des rêves aussi, jamais réalisés, et bien sûr, du travail à Usinor et de la lutte.

L'homme raconte : « Moi, j'ai été de tous les coups durs. A chaque fois qu'il a fallu faire quelque chose j'y étais : à St-Amand, quand les CRS ont tabassé dans les cars, au commissariat, à l'aéroport de Roissy, à la manifestation du 23 mars à Paris... Mais là, je ne comprends plus ce qui se passe, on devrait se battre

et on ne fait plus rien... ».

Sa femme intervient : « Il y en a qui n'ont quand même pas beaucoup de fierté ; l'autre jour pour la quinzième commerciale, y avait le maire à côté du commissaire de police ».

Faut dire que le commissaire est haï de tous ici après ce qui s'est passé avec les CRS.

L'homme est découragé : « On ne fait plus rien. Au lieu de se battre, on n'arrive même pas à se mettre d'accord entre les syndicats. Pendant ce temps-là, il y en a qui se frottent les mains ».

On lui remonte le moral en lui disant que, quand même, il ne faut pas se laisser aller. Et c'est là qu'on voit qu'il ne faudrait pas

grand'chose, non vraiment pas grand'chose pour relancer toute cette énergie qui se perd. L'homme reprend : « Vous n'allez quand même pas me dire qu'ils n'ont pas peur de nous, Giscard et les autres. Il s'en va se montrer à Moscou, mais l'inquiète pas qu'il osera jamais venir ici. Il ne se montre pas, va ».

Avant de se séparer, on lui dit qu'on est d'accord avec tout ce qu'il vient de nous dire. On l'invite à notre meeting, il pourra discuter avec d'autres ouvriers, venus d'autres coins de France. Il ne peut pas venir : il travaille cet après-midi. C'est sa femme qui viendra.

Claude LIRIA

La salle de conférence, à côté de l'UL CGT, dans la rue Salengro, a accueilli notre meeting. La Lyre des travailleurs, la pièce du théâtre du Printemps ont précédé et suivi les interventions de délégations parmi lesquelles plusieurs avaient participé la veille à la journée de Dunkerque. A la table de presse, au fond de la salle ou dans la rue, devant l'entrée, sous le soleil qui a écarté les nuages du matin, les discussions vont bon train... C'est la fête bien pleine et remontés à bloc que nous revenons le soir. Les premiers partis (ceux qui vont le plus loin) partent plus tôt, ceux de Paris en dernier. Le voyage n'est pas long : les chants se succèdent sans interruption. Le chauffeur s'y met aussi... Quelques blagues de temps en temps... On est vite arrivé.

Ici on n'aime pas les CRS

L'inquiétude mêlée de colère était continuellement présente chez les personnes que nous avons rencontrées. Inquiétude pour l'avenir : faudra-t-il partir, quitter une région que l'on aime parce qu'on y a vécu toute sa vie et que toutes les attaches s'y trouvent ? Aller travailler à Dunkerque, mais y a-t-il seulement du travail à Dunkerque ?

J'AI DECOUVERT CE QU'ETAIENT LES CRS

La colère, elle se concentre contre Usinor mais aussi contre la police et les CRS venus début mars matraquer sauvagement les habitants de Denain.

Ainsi, un syndicaliste CGT, la trentaine, il n'avait jamais vu les CRS à l'œuvre. Il les a vus pour la première fois frapper à coups de crosse des gens qui ne faisaient que défendre leur emploi. « Comment peut-on accepter d'être CRS ? Plutôt crever de faim qu'un tel métier ! »

« Depuis les affrontements, il y a toujours trois ou quatre cars de CRS devant le commissariat. Dès qu'une personne entre au commissariat, elle est suivie par un CRS » Lui, était allé demander au commissariat la pharmacie de service un dimanche. Il s'était vu demander son identité et son métier. « Quand j'ai répondu "sidérurgiste", le flic m'a fusillé du regard comme si j'avais été un criminel. »

Les CRS font l'objet d'une haine qui n'est pas prête de s'effacer, pas seulement de la part des sidérurgistes eux-mêmes mais aussi de leur femme et de leurs enfants. Comme nous étions chez un sidérurgiste qui avait participé aux affrontements à Roissy et au commissariat (le 8 mars), trois ou quatre cars de CRS passèrent dans la rue. Aussitôt, son gosse s'écria : « Papa, il y a les cars qui arrivent ». Toute la famille se précipita alors au balcon dans un élan qui n'était pas dû à la seule curiosité !

Un ancien militant CGT a lui aussi participé à l'attaque contre le commissariat. « C'est au moment où l'union commençait à se faire entre les ouvriers que les syndicats se sont tirés dans les pattes. Il ne fallait pas laisser les choses se passer comme ça après 35 ans de travail et de sueur laissés à l'usine ». Une militante PS : « On aurait pu prévoir ce qui est arrivé. Depuis 10 ans, les maisons des ingénieurs ont commencé à se vendre. Elle déplore le sectarisme. Chaque organisation avant l'annonce des licenciements ne pensait qu'à la pêche aux militants et adhérents ».

NOUS AVONS RENCONTRE BEAUCOUP DE FEMMES

Une femme de 45 ans, dont le mari, accidenté du

travail, est menacé comme les autres de licenciement (à 48 ans, accidenté, où trouvera-t-il du travail ?), avec trois enfants à charge, bien que solidaire n'a pas pu aller se battre contre les flics. Mais elle dit : « Si mon cœur me le permettait, j'aurais été avec eux contre les SS » (les CRS). En effet, elle est malade du cœur.

Nous avons rencontré beaucoup de femmes en ce lundi matin. L'une d'elles nous a dit que la maison où elle vivait lui coûtait 350 F par mois. « C'est pas cher. Mais attention, s'il n'y a plus de boulot, il n'y a plus de logement. Ces maisons appartiennent à Usinor ». De son travail, dans un pressing à Denain, elle a vu les affrontements : ce qui l'a marquée, c'est le fait que les flics tiraient des grenades lacrymogènes sans se soucier des enfants qui sortaient de l'école. Les sidérurgistes, pour les soustraire aux lacrymogènes, devaient les passer par-dessus les murs. Son mari lui a raconté les affrontements. Les flics ne s'attendaient sûrement pas à une telle riposte des sidérurgistes. Il furent bien vite à court de munitions. Son mari fut témoin que les flics utilisaient des ambulances pour aller en chercher. C'est avec une grande sauvagerie que les CRS tiraient des grenades sur les manifestants. Certains de ces derniers furent grièvement blessés : une main, un talon arrachés. Son fils qui travaille à Dunkerque était venu par solidarité. Il a été touché à une jambe.

Un ancien militant CGT a lui aussi participé à l'attaque contre le commissariat. « C'est au moment où l'union commençait à se faire entre les ouvriers que les syndicats se sont tirés dans les pattes. Il ne fallait pas laisser les choses se passer comme ça après 35 ans de travail et de sueur laissés à l'usine ».

Une militante PS : « On aurait pu prévoir ce qui est arrivé. Depuis 10 ans, les maisons des ingénieurs ont commencé à se vendre. Elle déplore le sectarisme. Chaque organisation avant l'annonce des licenciements ne pensait qu'à la pêche aux militants et adhérents ».

H.M.

TOULOUSE

Pour l'interdiction du meeting de l'eurodroite
**Unité et mobilisation
des antifascistes**

Communiqué de presse.

LE 4 mai prochain, devrait se tenir un meeting de l'Eurodroite, à l'appel du PFN, à Toulouse, salle du Sénéchal, avec la participation des fascistes italiens Almirante et espagnol Blas Pinard, et avec le soutien du GUD de Toulouse.

Cette réunion constitue une provocation contre l'ensemble des forces démocratiques et des travailleurs de Toulouse.

Ces nostalgiques de l'or-

dre nazi sont les agents et les inspirateurs de la violence fasciste, raciste et anti-ouvrière :

- Ils appellent ouvertement à l'expulsion d'un million de travailleurs immigrés,

- Ce sont eux qui ont exécuté ou inspiré les ratonnades contre les travailleurs étrangers, qui ont attaqué par balles les foyers Sonacotra,

- Ce sont eux qui ont armé le bras des tortionnaires d'Ali Abdoul en octobre dernier, dont le procès s'ouvrira ce mois de mai,

- Ce sont leurs militants

qui font les nervis des milices patronales qui ont assassiné Pierre Maître à Reims et qui ont attaqué le piquet de grève de Peugeot à St-Etienne.

- Ce sont les protagonistes des récentes profanations à Toulouse des monuments de la Résistance et des attentats antisémites,

- Ce sont eux qui s'attaquent à la liberté des femmes contre leur droit à l'avortement et à la contraception, qui prônent le sexisme (c'est un de leurs militants qui a été condamné récemment pour trente viols !),

- Ce sont eux qui veulent instaurer une atmosphère et un régime de terreur contre l'ensemble des militants et des forces démocratiques et progressistes,

- Ce sont eux qui prônent la xénophobie et la haine contre le tiers monde et les pays arabes et qui soutiennent ouvertement l'Afrique du Sud et la Rhodésie de l'apartheid ainsi que l'Argentine de Videla.

Dans tous leurs forfaits, ils ont bénéficié d'une impunité qui en dit long sur les appuis et les soutiens officiels dont ils disposent. Il est clair que c'est le gouvernement qui les utilise dans la répression antipopulaire et dans les sales besognes.

Ils sont les activistes de l'application des plans gouvernementaux anti-immigrés et anti-ouvriers, et à l'occasion, servent de services d'ordre pour les campagnes électorales de la majorité.

En période de crise, ils sont le recours et l'ultime solution des monopoles et du patronat pour préserver leur domination. Par le passé, le gouvernement les a toujours protégés devant la colère populaire, n'hésitant pas à réprimer brutalement les manifestations antifascistes.

Aujourd'hui, en présentant des candidats aux élections, ils cherchent à se donner une image respectueuse des lois démocratiques. Cette opération est soutenue par le gouvernement, qui, malgré les protestations massives, défend et impose la tenue des meetings provocateurs et d'Eurodroite avec la protection de la police.

Au moment où le gouvernement lui-même met en cause et s'attaque aux libertés démocratiques (droit de manifestation, d'affichage, droit de grève...), nous ne pouvons tolérer qu'agissent et s'expriment les groupes fascistes.

D'ores et déjà, nous appelons l'ensemble des antifascistes à se mobiliser largement pour réclamer l'interdiction de ce meeting.

Nous lançons un appel à l'ensemble des forces antifascistes et démocratiques pour organiser dans l'unité la plus large la riposte, à l'exemple des manifestations contre les meetings de l'Eurodroite à Marseille, Lyon, St-Etienne.

Les organisations qui lancent cet appel sauront prendre, quoi qu'il advienne, leur responsabilité.

PSU-LCR-PCML-PCRML
OCT-CAT-JCR.



Le foyer AFRP de Sartrouville.

Visite d'un foyer AFRP où ont eu lieu des expulsions

« Il ne parvient pas à me dire son angoisse »

APRES avoir vu leur foyer envahi en pleine nuit par 400 CRS, 150 résidents des foyers AFRP et Sonacotra ont manifesté samedi 21 avril dans les rues de Sartrouville (78).

Ils m'ont demandé de faire des photos de leur foyer.

Samedi soir, j'entre dans

la chambre d'un délégué. Dans ce foyer vétuste, on loge à trois ou quatre par pièce, pour 130 F par mois. Avec le délégué habite un autre monsieur d'une cinquantaine d'années, l'air timide et effacé. Nous discutons cinq minutes et nous partons faire nos clichés.

Beaucoup de gens traînent dans la cour. Quelques

uns jouent aux cartes dans des chambres qui me rappellent mon service militaire. Trois personnes seulement se trouvent dans la salle de télévision où un speaker parle de livres de sciences-fiction.

Les autres font leur toilette ou écoutent des cassettes de leur pays. Très peu sont sortis, car ici, on est loin de tout.

A une fenêtre, un résident qui me voit faire des photos me demande de lui faire son portrait, l'ambiance semble détendue.

Dans la cour, une baraque où le gérant « garde » les vélos et les mobylettes des résidents en vacances, contre une bonne rémunération, bien sûr. Cet homme que je n'ai même pas aperçu, semble faire l'unanimité : il n'est pas beaucoup aimé.

Les cuisines, les waters sans portes, les couloirs, les « douches »... nous rentrons dans la première chambre où le monsieur de tout à l'heure nous a préparé un excellent café dans sa petite casserole. Je pose mon matériel et nous commençons à discuter de leur lutte, de ses perspectives et de bien d'autres choses encore. Le monsieur reste assis sur son lit, se contentant de suivre notre bavardage des yeux. Soudain, je tombe sur une feuille affichée au mur. On y lit en grosses lettres : « Interdiction à M. ... de pénétrer dans le foyer », pas de signature, le tampon d'un huissier. Je demande : « Peut-on interdire d'entrer dans un foyer ». Le délégué me répond : « C'est un expulsé. J'ai pris cette feuille dehors, parce que le gars habite dans notre chambre. (En effet, un lit est vide). D'ailleurs, c'est le fils du monsieur qui est là ». Je me retourne vers lui. Il me dit : « Il est encore au pays. Il ne rentre que demain et il ne sait rien. » Il ne parvient pas à dire son angoisse. Mais ses yeux la montrent.

Des militants du PCML de l'université.

Une proche amie d'Arthur, Suzanne Bernard, nous écrit

« Ces moments ont été les plus enrichissants de toute ma vie »

Chers amis et camarades,

C'est avec une peine infinie que j'ai appris qu'Arthur nous avait quitté... Il était et est toujours mon ami le plus cher. Depuis plus d'un an que je suis à Pékin, malgré notre séparation, je n'ai pas cessé de penser à lui et en particulier chaque fois que j'avais d'un pas, un peu plus profondément, dans la compréhension de la Chine. Je me disais : « Si Arthur était là, il dirait ceci, il penserait cela... », et bien souvent, je me réfère à lui, pour mieux comprendre certains aspects du socialisme. Bien qu'il soit entré dans ma vie, en somme, par hasard, il l'avait aussitôt bouleversée. Moi qui étais habituée à fréquenter des intellectuels et à penser en « intellectuelle », grâce à lui, j'étais en contact avec un mode de pensée et manière de vivre authentiquement communistes et prolétariens.

Il a été et restera pour nous le modèle d'un militant. Sa justesse de vue impeccable, ses analyses pleines de rigueur, toujours basées sur des expériences et une pratique, son sens inné de la révolution, sa combativité inébranlable, son espérance absolue inscrite, sa confiance, son inépuisable courage, enfin ses « qualités de cœur » : son amour infini des hommes, sa générosité naturelle... (ah ! que les mots sont donc impuissants !) tout cela, et bien d'autres choses encore, faisait qu'Arthur incarnait parfaitement et à un niveau élevé le « paysan révolutionnaire ». A qui lui parlait, ne serait-ce que quelques heures, il laissait un intense souvenir.

Sa photo sur mon bureau et plusieurs bandes magnétiques (malgré la maladie, il les avait enregistrées pour moi à l'hôpital il y a quelques mois) me le gardent vivant, présent, à Pékin. Nous avions le projet de faire un grand livre ensemble, qui cette fois embrasserait toute sa vie et l'histoire de son village. Nous en avions parlé des journées entières. Je peux dire que ces moments ont été les plus enrichissants de toute ma vie.

Il m'avait donné le meilleur... Quand je lui disais cela, il souriait doucement.

Toi, tu m'as aussi apporté quelque chose, me dit-il un jour. Je crois à l'action par les livres, maintenant...

Cet aveu d'Arthur à l'écritain que j'essaie d'être, représente le plus bel encouragement que j'aie jamais reçu.

Aujourd'hui, la présence de mes camarades chinois m'aide à supporter cette grande épreuve. Je vis ici une période toute nouvelle pour la Chine, très exaltante, et qui ouvre l'avenir. « J'aimerais vivre là-bas » disait souvent Arthur.

Je vous salue avec émotion.



Les chômeurs en tête du défilé.

Le 26 avril à St-Nazaire, opération «ville morte» réussie

«Pour que St-Nazaire et sa région vivent»

Nantes, correspondant.

La Loire-Atlantique est l'un des points noirs du chômage en France: 26 000 chômeurs à Nantes, 1 200 à Châteaubriant (13% de la population active), 10 500 (pour 55 000 salariés) dans la région de St-Nazaire dont près de 50% ont moins de 25 ans.

DU CHOMAGE PLEIN LA «POCHE»*

À St-Nazaire, la situation de l'emploi est très préoccupante: un salarié sur cinq est au chômage (c'est le plus fort taux de France). Capitale de la Navale, St-Nazaire l'est aussi pour le sous-emploi féminin (taux d'activité adulte: 38% contre 49,4% en Loire-Atlantique et 51,88% en France. St-Nazaire souffre aussi de la mono-industrie: la Navale occupe 25% des salariés de la ville. Elle est tombée de 12 000 salariés (plus 2 000 emplois s'y rattachant) à moins de 8 000. Ces 8 000 travailleurs ne font plus que 34 heures par semaine, ce qui représente une diminution des revenus de 11%. Comme dans bien des foyers la femme ne trouve pas d'emploi, la situation des familles est particulièrement difficile.

TOUTES LES BRANCHES PROFESSIONNELLES SONT TOUCHÉES

De lourdes menaces pèsent sur les «chantiers» avec les plans de restructuration des monopoles de la Navale. Après la fermeture de Babcock, de la Semm-Sotrimec, le chômage partiel aux AFO, à la Navale, à la mécanique, le dépôt de bilan aux tôleries, la métallurgie est fortement touchée (excepté la SNIAS - 2 500 personnes - qui a du boulot et qui pourrait embaucher). Ainsi, les gars de Eaton (boîte de vitesses) qui luttaient pour les 1 000 emplois promis (ils ne sont que 250 actuellement), ainsi les 72 licenciements ou mises à la retraite chez Thiriez (chaudronnerie), ainsi les nombreuses boîtes de sous-traitance (Lange, Cernat...) qui subissent les contre-coups.

Les travailleurs de la construction, de la chimie, du port et du commerce, de la fonction publique, de l'enseignement... subissent aussi les attaques de la bourgeoisie. Les jeunes sont particulièrement touchés. Des 1 500 jeunes sortis du système scolaire l'année dernière, pratiquement aucun n'a trouvé

un emploi à St-Nazaire ou dans les environs. Il en sera sans doute de même pour les 1 500 qui quitteront l'école en juin prochain. La «délinquance» préoccupe! Et de nombreux jeunes sans avenir subissent durement la répression policière. Une dizaine d'entre eux, garçons et filles, ont d'ailleurs commencé depuis le vendredi 20 une grève de la faim «pour protester contre les conditions de vie des jeunes à St-Nazaire». Chômage, licenciements, fermetures d'usines, misère pour les travailleurs, pour la jeunesse... Voilà les résultats des différents plans de restructuration, de redressement... de notre bourgeoisie capitaliste.

DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS

«Pour empêcher cela», écrit la cellule Guy Lelan du PCML de St-Nazaire dans un communiqué de presse, il faut un rapport de force important. Il est donc important que l'action syndicale continue à se développer et à se renforcer, que se tissent jour après jour des liens entre les ouvriers et tous les travailleurs de la région, entre les travailleurs de toutes les branches, entre tous les travailleurs, pour mettre en échec les plans des patrons; il faut que toutes les énergies soient mobilisées pour imposer le droit au travail, pour unir les travailleurs actifs et les chômeurs, les hommes et les femmes, les vieux et les jeunes, les ouvriers et les petits paysans, les Français et les immigrés.

C'est pourquoi le PCML soutient l'initiative du 26 avril des syndicats CGT, CFDT, FEN pour que «St-Nazaire vive!».

POUR QUE SAINT-NAZAIRE ET SA RÉGION VIVENT

La CGT, la CFDT, la FEN ainsi que de nombreuses associations et organisations politiques, syndicales et professionnelles appelaient à l'opération St-Nazaire ville-morte; opération réussie pour cette réplique unitaire d'envergure face à une situation de l'emploi très préoccupante. Dès le matin, tous les accès à la ville étaient bloqués. Le train de Nantes était retenu, l'avion de la TAT pour Paris immobilisé sur la piste de l'aérodrome de Gron-Montoir. La ville était complètement bloquée; seuls passaient, aux barrages, ambulances ou médecins. Une bonne ambiance régnait malgré le froid. L'on jouait au ballon, aux boules, aux palets ou aux

cartes. L'on discutait beaucoup aussi autour des panneaux et banderoles. Et puis de la musique aussi, et des coffres de voitures où s'entassaient boissons et casse-croûtes pour le pique-nique du midi. En ville, tous les magasins étaient fermés, certains affichaient «par solidarité» sur la vitrine. L'absence quasi-totale d'activité du centre-ville contrastait avec l'animation qui régnait aux barrages.

Vers 14 h 30, les piquets étaient levés et près de 10 000 personnes se rassemblaient place de la gare pour manifester jusqu'à la sous-préfecture en s'arrêtant devant la mairie où eut lieu le meeting. La manifestation était ouverte par les chômeurs et leurs comités CGT et CFDT. La présence des paysans, avec tracteurs et bêtes à cornes, était remarquée dans le cortège où se trouvaient deux sidérurgistes de Denain, qui à l'invitation des UD-CGT font un tour de France. «Chez nous, c'est autre chose, les manifestations» me dit l'un deux... et puis nous fûmes couverts par les mots d'ordre des métallos qui scandaient: «La SNIAS doit embaucher», «1 000 emplois à Eaton»; l'un d'entre eux jouait de sa trompette la célèbre chanson des canuts. D'autres chantaient des couplets révolutionnaires: «... de notre glorieux drapeau rouge, rouge du sang des ouvriers...».

APRES LE 26 ?

Une journée de lutte donc, et une journée de succès pour les travailleurs de St-Nazaire qui ont montré leur force, dans l'unité. Aura-t-elle des prolongements dans les boîtes? Beaucoup le souhaitent. Un militant syndical affirmait, lors du meeting: «Comme nos camarades sidérurgistes du Nord, nous n'avons d'issue que dans la lutte unie». C'est bien l'avis des communistes marxistes-léninistes de St-Nazaire qui expliquent dans leur bulletin L'Étrave: «Ceux qui aujourd'hui supportent le choc principal de l'attaque, ce sont les sidérurgistes. Ils poursuivent depuis de longs mois une lutte essentielle pour eux-mêmes et pour la classe ouvrière. Leur victoire sera une victoire pour toute la classe ouvrière. Mais pour une telle victoire, il est indispensable de réaliser autour d'eux l'unité de toute la classe, de développer la solidarité avec les sidérurgistes».

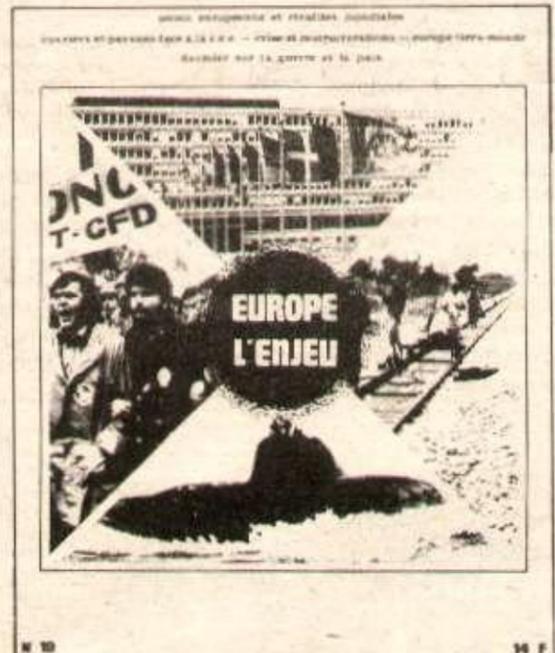
* La poche de St-Nazaire célèbre pendant la dernière guerre.

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

Le n° 19 de *Prolétariat* est paru
Cent pages
pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.



Pour commander cette brochure, écrivez au journal.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants:

Retourner ce bulletin à *l'Humanité rouge*, boîte postale 61 - Paris Cédex 18.

NOM. Prénom.

Profession

Adresse complète

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire N° 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

Echos du 1er mai

PREMIER Mai 1979 : 40 000 à Paris, 12 000 à Marseille, 10 000 à Bordeaux, 6 000 à Lyon, 4 000 à Toulouse, 3 000 à Grenoble. La CGT, la CFDT et la FEN appelaient unitairement à cette manifestation, mais cette union au sommet et ponctuelle ne s'est pas concrétisée dans les slogans – peu repris – « Chô-chô-chômage, ras le bol », « Union, action avec la CGT ». Aucun mot d'ordre de solidarité avec les sidérurgistes, d'union à la base était impulsé par les voitures sono. Du reste, la manifestation parisienne, tout comme celle de Grenoble et les autres, était plus une manifestation de la CGT que de la CFDT ou de la FEN.

La morosité, oui, c'est bien là le terme qui qualifie le mieux cette manifestation. Pourtant ici et là quelques cortèges offensifs. Celui des résidents de la Sonacotra et de son comité de coordination, très nombreux, très combatif, très approuvé, l'UGTT (tunisien), des groupes soutenant l'OLP, le cortège du MRAP, les défilés aussi des soldats – camouflés sous des caques et des masques blancs – le mouvement des femmes, le groupe Liberta per u populu Corsu per i patriotti corsi. Quelques maillons déterminés dans cette chaîne de silence, de piétinement mouillé. De nombreuses banderoles rappelaient les offensives répétées du gouvernement contre le droit de grève, de manifester. Si les jeunes du MJCF distribuaient à tire-larigot des autocollants « Bonnet démission », ce slogan n'était pas repris par les manifestants.



(Photo HR)

Le Parti, présent dans la manifestation, vendant l'Humanité rouge et diffusant un tract appelant à l'action unitaire.



(Photo Hic)

Le cortège de l'Union générale des travailleurs tunisiens, très combatif, très mobilisé, uni contre la répression en Tunisie.



(Photo HR)

Le 23 mars n'est pas enterré. Le comité d'action du lycée Saint-Denis défilait pour exiger la libération de Gilles Deraiesses lycéen, victime de la rafle policière du 23 mars.



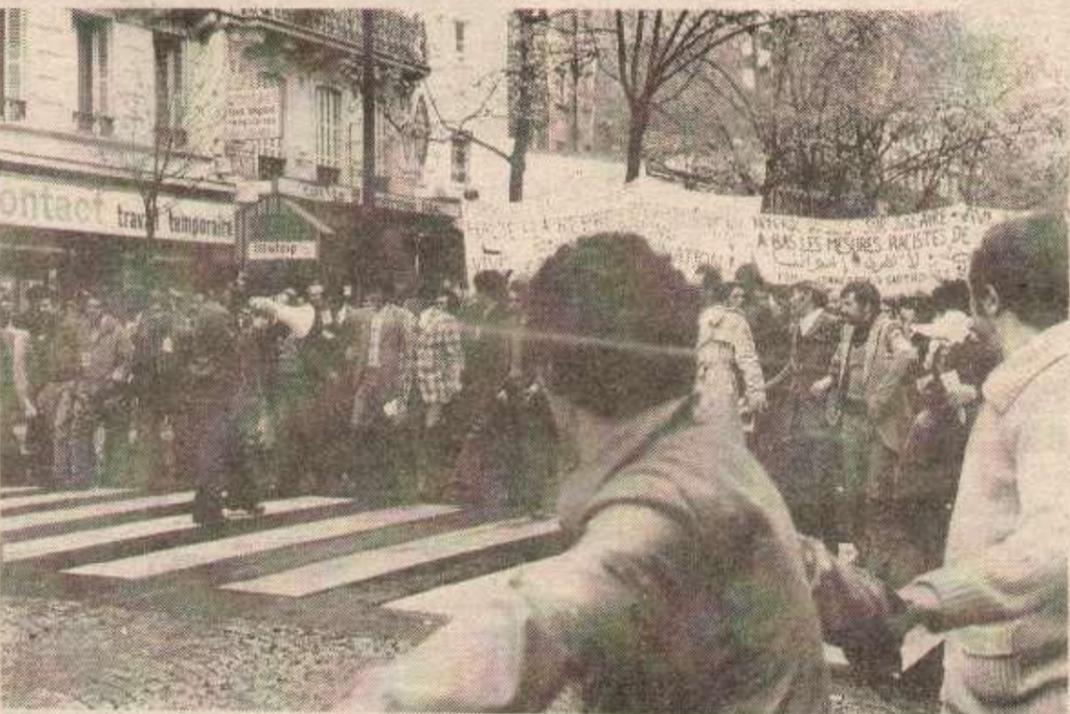
FSM (Photo HR)

Renault-Billancourt, un symbole de la classe ouvrière, de son combat contre les capitalistes. A-t-elle trouvé son compte dans cette manifestation du 1er mai 1979 ?



(Photo Hic)

En tête de manifestation, Séguy de la CGT, Maire de la CFDT, et Henry de la Fen. Un début de défilé unitaire ? Peu concrétisé par la suite de la manifestation.



(Photo HR)

Puissante, combative, telle fut la manifestation des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, ADEF de la région parisienne. 2 000 personnes derrière la banderole du Comité de Coordination des foyers en grève, reprenant avec force de République à la Nation : « Non, non, aux expulsions... Français, immigrés, solidarité !... So, So, Sonacotra cédera !... La police, les gérants racistes, hors des foyers ! » Ces mots d'ordre ont été applaudis tout au long du parcours. L'ORTF n'a pas mentionné ce cortège dans ses éditions du soir... ! Par contre, plusieurs chaînes de radio ont annoncé la tenue de cette manifestation dans le cortège syndical. Il était difficile de ne pas la voir !!! Oui, une grand force dans cette manifestation.

Guy LANRIVAIN

Manifestation du 1er mai à La Rochelle

ENVIROn 700 personnes sont venues dans les locaux de la SCAN occupée, depuis 80 jours, pour riposter aux licenciements des 376 délégués des entreprises CIT-Alcatel, sur lesquels plane la menace de 400 licenciements. Des représentants de la CFDT et de la FEN étaient venus apporter leur soutien. Michel Guiton, secrétaire de l'UD-CGT a lié la lutte des travailleurs de la SCAN à la lutte des dockers de La Palisse à celle des sidérurgistes de Dunkerque, de Longwy, de Denain et des sidérurgistes allemands et belges.

Ça ne sert à rien

DANS la nuit du 1er au 2 mai, quatre attentats ont eu lieu à Paris, contre deux commissariats du XI^e arrondissement, contre la banque Rotschild et contre un garage. Attentats revendiqués par la Coordination de l'Action Révolutionnaire.

Encore une fois, des actes qui ne mènent à rien, sortis d'un contexte de violence de masse. Les mass-média s'empressent du reste à monter en épingle l'attentat contre le garagiste, pour souligner une fois de plus la nécessité du rôle de la police.